

SALAIRE MINIMUM MINDESTLOHN

23.-

Fribourg, le 30 novembre 2023

Plus de 8000 signatures pour le salaire minimum !

Aujourd'hui, la coalition fribourgeoise pour un salaire minimum dépose son initiative munie de 8107 signatures ! Dans le contexte actuel, l'Union syndicale fribourgeoise, Unia, le SSP, Syndicom, le SEV et le syndicat Syna, ainsi que Le Parti Socialiste, la Jeunesse socialiste, Les Vert-e-s, le PCS-Centre Gauche, ou encore les Jeunes Pop, restent convaincu-e-s de la nécessité du salaire minimum.

Dans notre canton, ce sont près de 9 % des salarié-e-s qui travaillent à plein temps, mais qui ne gagnent pas assez pour vivre. Ils-elles ne sont pas en mesure de payer leurs factures sans se tourner vers des aides de l'Etat. Depuis le début de la récolte, la situation des salarié-e-s ne s'est pas améliorées. Au contraire, plusieurs augmentations sont venues plomber le budget du salarié moyen. Un élément de plus qui confirme le bienfondé de notre initiative.

Riche en échange, la récolte a ainsi permis de mesurer la précarité dans le canton de Fribourg et a été accueillie avec grand intérêt par la population fribourgeoise. En particulier les femmes et les salarié-e-s des qui effectuent des jobs dits « de services ». Des conditions de travail qui restent souvent dans l'ombre. La population migrante est quant à elle, aussi directement concerné-e-s.

Un nombre important d'emplois n'est pas soumis à une convention collective. Dans de nombreux secteurs, en plus de conditions de travail insatisfaisantes, les salaires horaires sont parfois indignes d'un pays comme la Suisse. Enfin, les dépenses des salaires dits « moyens » sont souvent proportionnelles au revenu. En couvrant à peine ou pas l'entier des dépenses, les bas salaires ne suffisent plus pour vivre.

L'initiative pour un salaire minimum veut des améliorations concrètes pour répondre à des besoins réels des salarié-e-s. Un salaire minimum, permettrait :

- Un progrès concret en termes de politique sociale
- Un pas de plus vers l'égalité salariale
- Un moyen de lutter contre la sous-enchère salariale
- Un soutien et un renforcement des conventions collectives

La situation actuelle ne va qu'augmenter la précarité et va continuer de mettre à mal le pouvoir d'achat. Plus que jamais, le salaire minimum est indispensable. Aujourd'hui, l'initiative déposée par la coalition offre à la population la possibilité de se prononcer sur le sujet et remédier à la précarité. Les salariés doivent pouvoir vivre de leur revenu. Ce sont eux qui créent la richesse, celle-ci doit être mieux distribuée.

Milka Ivanovic, pour l'USF, 076 4000 569,

François Clément, pour Unia 076 472 39 35

Julien Vuilleumier, pour les Vert-e-s, 079 267 47 38

Thomas Gremaud pour le Parti socialiste, 079 108 82 56

Ernesto Suarez pour Syna, 078 804 53 59

Lionel Roche pour le SSP, 079 171 54 52

Nicolas Irus pour Syndicom : 076 817 22 42